



Études balkaniques

Cahiers Pierre Belon

12 | 2005

Regards croisés sur le patrimoine du Sud-Est européen

Introduction

Léon Pressouyre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesbalkaniques/94>
ISSN : 2102-5525

Éditeur

Association Pierre Belon

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005
Pagination : 7-12
ISBN : 2-910860-05-1
ISSN : 1260-2116

Référence électronique

Léon Pressouyre, « Introduction », *Études balkaniques* [En ligne], 12 | 2005, mis en ligne le 06 avril 2009, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesbalkaniques/94>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

Tous droits réservés

Introduction

Léon Pressouyre

- 1 Nous savons tous que le patrimoine culturel, loin de se confondre avec l'ensemble des témoins du passé recensés par les chercheurs en sciences humaines – anthropologues ou archéologues, historiens ou géographes, linguistes ou historiens de l'art – ne représente qu'une petite partie de cet ensemble. Les choix sont ceux de la mémoire, passés au filtre de l'émotion et non de l'érudition. Nul ne peut imposer à un individu, à un groupe humain quel qu'il soit, de définir à partir de critères objectifs la part de mémoire qu'il juge indispensable de transmettre aux générations futures.
- 2 Ce constat s'établit avec une particulière évidence dans les Balkans, une région où les choix de la mémoire sont souvent captifs des passions identitaires, l'inclusion ou l'exclusion du passé restant un des enjeux essentiels du temps présent.
- 3 Chargé, au titre des Accords de Dayton, de présider la Commission pour la préservation des monuments nationaux de Bosnie-Herzégovine prévue en 1995 par l'Annexe 8 de ce traité international, j'ai pu mesurer, de 1996 à 2001, dans un pays dévasté par des conflits d'une extrême violence, la force des enjeux identitaires et observer, sans pouvoir généralement les infléchir, les stratégies de conservation mises en œuvre au lendemain du conflit par les représentants des trois communautés désignés pour siéger au sein de cette commission. Ministre ou vice-ministre, diplomate, gestionnaire ou animateur du patrimoine, chacun avait le souci –et peut être le mandat– de défendre les monuments spécifiques d'une culture clairement identifiable à l'une des trois composantes, serbe, croate, bosniaque, de l'État-nation en gestation.
- 4 C'est en vain que, lors des premières sessions, furent proposées à la Commission des protections réputées consensuelles, comme celle des principaux sites préhistoriques ou encore celle des trop rares témoins d'une architecture vernaculaire déjà réduite à l'état de trace et condamnée dans son principe bien avant la guerre. Les premières protections s'attachèrent non à ces biens potentiellement fédérateurs, mais à des monuments immédiatement identifiables comme serbes –presque exclusivement des monastères orthodoxes–, comme croates –principalement des édifices du culte catholique– ou comme

bosniaques –majoritairement des mosquées– selon un principe de répartition paritaire qui, sans le reconnaître formellement, se fondait sur la notion de quotas.

- 5 Il n'était pas aisé d'échapper à cet engrenage. Parfois le « patrimoine des minorités » en fournissait l'occasion, comme à Stolac où la tombe de Moshe Danon, l'un des plus anciens monuments funéraires juifs de la région, était nettement moins conflictuelle (elle n'avait d'ailleurs subi aucun dommage) que le centre de cette petite ville de l'Herzégovine, ruiné par la destruction systématique, en 1992, des monuments du culte musulman et des quartiers d'habitation bosniaques. Ailleurs –à Sarajevo par exemple– la désignation ponctuelle d'un monument civil d'architecture contemporaine pouvait faire un temps diversion à la construction méthodique d'une liste en trois chapitres, dictée par des revendications identitaires exacerbées : chaque communauté avait ses plaies vives, la plus cruellement touchée par les destructions volontaires de monuments étant incontestablement la communauté musulmane.
- 6 Le cas de la Bosnie-Herzégovine permet de poser en termes extrêmes un certain nombre de problèmes relatifs à la constitution et à la gestion du patrimoine culturel.
 1. Problèmes juridiques d'abord : un projet de législation du patrimoine élaboré par l'UNESCO à la demande –formulée à l'unanimité– de la Commission n'a jamais abouti, les deux entités reconnues par les accords de Dayton –la Republika Srpska et la Fédération croato-musulmane– ne pouvant s'accorder sur des normes communes à l'une et à l'autre. D'où il ressort à l'évidence que les chances de conservation d'un monument orthodoxe sont plus élevées en Republika Srpska et, à l'inverse, que la préservation et l'entretien des monuments du culte catholique et de la religion islamique sont mieux assurés, bien qu'au terme de savants arbitrages, dans la Fédération. En dehors de quelques grandes villes où l'équilibre est garanti tant bien que mal, la législation a ainsi conspiré à légitimer dans l'opinion une ségrégation des patrimoines qui inscrira durablement dans l'histoire les choix d'une mémoire déchirée.
 2. Problèmes doctrinaux, ensuite. La Charte de Venise, qui veut que chaque strate d'un monument ancien soit respectée afin de témoigner de sa longue vie au sein de civilisations successives est souvent citée, mais allègrement contournée ou instrumentalisée. À Sarajevo, lors de la restauration, après 2000, de la mosquée de Gazi Husref Bey, le décor peint intérieur, datant de l'époque austro-hongroise, a fait place à un décor calligraphique dont ne subsistait aucune trace. En revanche, à Mostar, où les travaux de reconstruction de Stari Most ont révélé l'existence de deux dispositifs de franchissement du fleuve antérieurs au pont ottoman, les vestiges archéologiques ont été scrupuleusement conservés. La contradiction n'est qu'apparente : dans le premier cas, la restauration, financée par des fonds saoudiens, ne peut manquer de « réislamiser » une mosquée trahie par l'apport culturel des Habsbourg ; dans le second cas, l'UNESCO et la Banque mondiale préfèrent une lecture « multiculturelle » du Stari Most. Précédé par des ouvrages construits au temps de l'hégémonie croate, celui-ci deviendrait enfin, dans ses formes successives, un symbole de réconciliation. Comme on peut le constater, la doctrine de conservation se modèle sur les politiques culturelles des maîtres d'ouvrage et des bailleurs de fonds. Selon les cas, le fondamentalisme religieux, un angélisme typiquement « onusien », un aimable dilettantisme dictent des solutions dont les monuments garderont longtemps l'empreinte : un patrimoine recréé se substitue insidieusement à un patrimoine hérité sous prétexte de restauration.
- 7 Le sort réservé au patrimoine en Bosnie-Herzégovine, pendant la guerre et après la guerre, est sans équivalent dans les autres composantes de l'ex-Yougoslavie, y compris le Kosovo qui connaît des évolutions différentes. Pourtant, curieusement, cette situation unique est paradigmatique de l'ensemble régional des Balkans, car elle met en évidence

des constantes plus ou moins perceptibles dans les autres pays : la très forte appropriation du patrimoine à des fins identitaires, les liens étroits entre patrimoine, identité et religion, les liens plus ambigus entre patrimoine et nation dans un espace ou les termes d'État, de Nation, de Patrie n'ont pas le même sens qu'en Europe occidentale.

- 8 Il est impossible de proposer une vision dépassionnée du patrimoine culturel des Balkans. Partant de ce constat, on a pris le risque, dans ce volume 12 des *Études balkaniques*, de confronter le lecteur à des points de vue opposés sans lui assurer le réconfort d'une synthèse lénifiante ou les commodités d'un *guide du patrimoine*.
- 9 Trois grandes études, accompagnées de monographies, constituent la première partie de ce recueil. La première, due à Machiel Kiel, traite des monuments de l'architecture ottomane dans les Balkans et constitue une entrée en matière presque provocatrice, dans la mesure où, comme le souligne l'auteur, cet héritage imposé n'est pas toujours perçu comme un patrimoine : consubstantiel aux pays à forte population musulmane, il est traité ailleurs avec indifférence dans le meilleur des cas, mais plus souvent de façon hostile. Machiel Kiel recense les destructions de mosquées survenues depuis le retrait des Ottomans dans les différents secteurs de leur domaine balkanique et nous rappelle que des épisodes récents et bien connus, comme la destruction par les nationalistes serbes de la mosquée de Ferhad à Banja Luka en mai 1993, ne font que prendre le relais de politiques activement encouragées depuis le XIX^e siècle au nom des valeurs nationales et de l'orthodoxie dans divers pays devenus indépendants.
- 10 Le ton est polémique et l'auteur ne fait pas mystère de ses opinions. Pour répondre au « négationnisme » confortable des pays du Sud-est européen qui, après avoir éradiqué l'architecture ottomane de leur sol, tentent d'en réduire ou d'en nier l'importance, Machiel Kiel dresse un tableau où monuments disparus, monuments conservés et monuments restaurés ou reconstruits se côtoient, en accordant une importance particulière à ceux qui remontent aux tout débuts de la présence ottomane. L'un des apports majeurs de cette contribution est la mise en évidence d'un entrecroisement des traditions constructives, des types de bâtiments et des partis décoratifs que la mobilité des architectes, mais surtout celle des commanditaires, érige en règle dans l'Empire ottoman. Les traces de la carrière des dignitaires de l'Empire, pachas, beys ou autres gouverneurs, s'impriment dans des monuments qui se réfèrent souvent à leur lieu d'origine ou aux précédents postes qu'ils ont occupés. Les revenus qui garantissent l'entretien des fondations pieuses – mosquées, mosquées-zawiya, tekke-zawiya – sont aussi parfois prélevés sur les villages d'une région éloignée, simple étape dans la carrière du fondateur. Ces caractéristiques n'appartiennent évidemment pas en propre à l'art ottoman mais à tout art impérial et, dans une certaine mesure, à tout art colonial. La question de savoir si le défaut d'enracinement dans des traditions locales n'a pas favorisé, en dehors de toute considération politique ou religieuse, des phénomènes de rejet peut être posée. Dans le monde, rares sont les régions où les populations s'approprient le patrimoine du conquérant après avoir été libérées de sa présence.
- 11 La seconde grande étude de ce volume est due à Alkis Prépis. Elle embrasse l'ensemble très vaste des patrimoines chrétiens dans les Balkans après la conquête ottomane, la plus grande place étant réservée, comme il se doit, au patrimoine des églises orthodoxes. Traiter ce sujet dans sa globalité, en cédant le moins possible au jeu des découpages nationaux en honneur depuis le XIX^e siècle permettait une synthèse plus large, dont le principe est chronologique avant d'être topographique. L'auteur a distingué deux périodes et les a caractérisées par l'adoption et la diffusion de formes architecturales bien

différenciées, ainsi que par l'adoption de codes décoratifs identifiables dans la peinture et le mobilier liturgique. Cette approche qui emprunte les voies de l'histoire de l'art plutôt que celles de l'histoire, en intégrant des notions telles que le baroque, permet à Alkis Prépis de situer un art qui fut longuement qualifié de « post-byzantin » dans une perspective européenne où les rapports avec Rome et Venise dans un premier temps, avec l'Empire Habsbourg et la « Mitteleuropa » dans un second temps sont heureusement mis en valeur. La définition, à partir de têtes de série, d'une stricte typologie architecturale fondée sur des constantes morphologiques du plan et de l'élévation permet une vision des principales familles d'églises ou de monastères, des listes très fournies, presque exhaustives dans certains cas, illustrant leur diffusion dans les Balkans. Ce principe de classement morphologique est toutefois infléchi pour traiter de la peinture d'icônes et de la peinture murale, de la sculpture sur marbre, sur pierres et sur bois où, à partir d'une importante documentation d'archives, on peut suivre les pérégrinations d'artistes ou de simples praticiens formés dans quelques centres, que nous appellerions aujourd'hui des pôles d'excellence. Sans nier l'existence des écoles locales qui firent florès dans l'historiographie des XIX^e et XX^e siècles, au rythme de la constitution et du renforcement des États modernes. Alkis Prépis accorde une grande importance aux échanges, aux contacts, aux valeurs communes partagées par le monde orthodoxe. Sa vision d'une unité profonde des patrimoines culturels chrétiens fait paradoxalement écho – les méthodes d'approche et d'exposition étant radicalement différentes – à celle d'une architecture ottomane commune aux Balkans que développe Machiel Kiel.

- 12 La troisième grande étude de synthèse, confiée à Carmen Popescu, s'intitule « Un patrimoine de l'identité, l'architecture à l'écoute des nationalismes ». On comprend d'emblée que l'auteur s'est donné pour objectif d'analyser la naissance d'architectures « nationales » anticipant l'indépendance des États du Sud-est européen ou, plus généralement, lui faisant suite. En deçà et au delà des années 1850-1950, qui fournissent le gros des exemples, Carmen Popescu s'attache à définir, à partir d'un choix très étendu d'œuvres représentatives –projets, réalisations éphémères conçues pour des expositions universelles, bâtiments publics ou privés– les stratégies identitaires favorisées par les jeunes États-nations des Balkans pour affirmer leurs spécificités culturelles. Cette recension revêt un véritable caractère d'actualité et je rappelle à cette occasion que l'auteur participe à plusieurs groupes de travail institués par le Conseil de l'Europe et notamment à l'atelier « Patrimoine européen des frontières », où ses contributions à la connaissance du Sud-est européen sont très remarquées.
- 13 Passer en revue, au prisme des constructions identitaires nationales, plus d'un siècle de création architecturale dans les Balkans permet ici à l'auteur de cerner plusieurs problèmes, dont l'évocation récurrente intéresse la critique contemporaine : problème de l'historicisme, particulièrement important puisque le recours au style byzantin se dissimule fréquemment sous la revendication de styles « nationaux », problème du vernaculaire, décliné dans toute la région sous des formes diverses et souvent comme une alternative à l'art « officiel » ; problème des rapports avec l'architecture des pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe centrale, vécu dans un climat passionnel, le « modernisme » étant considéré tantôt comme libérateur, tantôt comme un symptôme d'asservissement à des modèles étrangers venus des « grands pays » qui réglèrent longtemps, dans des conférences internationales, le sort du Sud-est européen, cette sous-région des Balkans qu'ils voyaient évoluer avec beaucoup de condescendance.

- 14 Dans cette première partie du volume, seule Carmen Popescu s'est pliée aux souhaits de la rédaction des *Études balkaniques* en confiant à quatre collaborateurs, Nicolai Voukov, Yannis Tsiomis, Bratislav Pantelić et Augustin Ioan des études de cas. Alkis Prépis et Machiel Kiel ont souhaité de leur côté rédiger l'ensemble des monographies relatives à leur sujet, les jugeant indissociables d'une synthèse. Ce choix a été respecté, mais la rédaction a fait place, à une note de Claude Karnoouh sur les temples calvinistes de Transylvanie.
- 15 Dans la seconde partie de ce volume, ont été regroupés trois contributions présentées spontanément par leurs auteurs et dont la rédaction a jugé qu'elles enrichiraient les débats actuels sur le patrimoine. Galia Valtchinova, sous le titre « Le passé, la nation, la religion » s'est attachée à définir la politique du patrimoine en Bulgarie socialiste ; Ivan Ceresnjes a livré les résultats d'une enquête conduite par le Center for Jewish Art de Jérusalem sur « Le patrimoine juif dans les pays de l'ex-Yougoslavie » ; Igor Tchoukarine, en spécialiste du tourisme, a analysé « Les représentations de la Yougoslavie dans les guides touristiques imprimés français et yougoslaves au XX^e siècle ».
- 16 Plus que jamais, il est nécessaire de rappeler que les opinions exprimées dans ce volume n'engagent que leurs auteurs et ne sont pas nécessairement partagées par la rédaction. On constatera que la définition du temps et de l'espace balkaniques connaît ici de grandes variables. Pour Machiel Kiel, la période ottomane débute au XIV^e siècle et il attache la plus grande importance aux temps de la conquête et aux premières créations d'architecture islamique. Pour Alkis Prépis, la période ottomane suit la chute de Constantinople, véritable point de départ de son enquête. Quant à l'espace balkanique, il est démesurément prolongé vers l'Ouest, avec la prise en considération de l'ensemble yougoslave dans les études d'Ivan Ceresnjes et d'Igor Tchoukarine, il comprend la Turquie d'Europe, non sans de nombreuses références anatoliennes dans les contributions de Machiel Kiel et de Carmen Popescu ; il se réduit ailleurs aux limites actuelles des États de la péninsule balkanique, telle que l'avaient définie les géographes du XIX^e siècle.
- 17 Pas plus qu'il n'existe d'accord sur les limites chronologiques et spatiales, on ne trouvera ici d'analyse consensuelle du patrimoine architectural de l'Europe du Sud-est¹. Nikolai Voukov insiste sur le caractère purement bulgare du monastère de Rila ; Alkis Prépis y signale l'intervention de modèles et d'artistes grecs ; la vision du patrimoine ottoman diffère radicalement dans l'approche de Machiel Kiel et de Galia Valtchinova. Ces contradictions nous ont paru enrichissantes, car symptomatiques des courants passionnels qui traversent aujourd'hui plus que jamais les études consacrées à la région. La modération de ces passions identitaires –si elle est envisageable– ne pourra venir que de l'intérieur. En ce sens, les études de Yannis Tsiomis et de Bratislav Pantelić sont porteuses d'espoir. Rompant avec le discours identitaire qui voudrait que le choix d'Athènes capitale –point de départ du traitement néo-classique de la ville– reflète les aspirations de la jeune nation hellénique, Yannis Tsiomis nous rappelle qu'il fut dicté par les conseillers du roi Louis I^{er} de Bavière. Se démarquant de l'apologétique officielle, Bratislav Pantelić montre comment l'interminable chantier de l'église Saint-Savas de Belgrade transcrit, jusque dans ses contradictions, les pulsions du nationalisme serbe à l'époque contemporaine.

NOTES

1. Une telle analyse ne sera possible que si le concept d'un patrimoine commun multiculturel s'enracine durablement dans la région. À cet égard, il faut saluer, parmi de nombreuses initiatives, celle qui a permis le lancement, en octobre 2005, de la revue *Patrimoine des Balkans*. Voir le premier volume, publié sous la direction de Maximilien DURAND, *Patrimoine des Balkans. Voskopojе sans frontières 2004*, Paris, Somogy éditions/Patrimoine sans frontières, 2005.

RÉSUMÉS

Ce numéro est dédié à la perception du patrimoine des Balkans, superposant grille chronologique et perspectives méthodologiques qui définissent les multiples facettes de la notion de patrimoine. Afin de mettre en évidence la multiplicité des points de vue, le coordinateur de ce numéro, Léon Pressouyre – président de la Commission pour la préservation des monuments nationaux de Bosnie-Herzégovine (1996-2001) – l'avait imaginé structuré autour de quelques grands axes, illustrés d'études de cas. La structure finale a été quelque peu modifiée, en raison du souhait de quelques auteurs d'opter pour des études de synthèse.

A travers les articles se dessine un espace culturel qui dépasse les limites géographiques de la péninsule, se prolongeant à l'Ouest avec l'ensemble des pays de l'ex-Yougoslavie et à l'Est vers la région anatolienne. Si les points de vue peuvent paraître parfois contradictoires, ce n'est que le reflet des acceptions diverses que peut revêtir le concept de patrimoine, ainsi que le rappelle Léon Pressouyre.

This issue is dedicated to apperception of Balkan patrimony by superposition of chronology and methodology, giving by this way a varied comprehension of the concept of patrimony. The coordinator, Léon Pressouyre – president of the Commission to preserve national monuments of Bosnia-Herzegovina (1996-2001) – had organized it in a few axes supported by cases studies. Nonetheless, some authors wished to write overview studies.

The cultural space defined in theses articles jut out over the peninsula in the direction of the West (Former Yugoslavia) and the East (Anatolia). If points of view can be sometimes contradictory, this results of the many senses of the concept of patrimony.

AUTEUR

LÉON PRESSOUYRE

Professeur honoraire de l'Université de Paris I-Sorbonne